



Le directeur général Bernard Bigot (à gauche) a exposé lors de la CLI, les nouvelles donnes du programme ITER ^{NV}.

Les dérapages d'Iter expliqués aux citoyens

Énergie

Lors la Commission locale d'information, les questions ont notamment concerné les surcoûts du programme.

Le directeur général, Bernard Bigot, situe un budget qui a quadruplé, entre effet d'annonce politique et calendrier rendu réaliste.

MANOSQUE

La Commission locale d'information (CLI) d'Iter s'est réunie à Manosque le 29 septembre. Quinze jours auparavant, le président de la Région Paca, Christian Estrosi (LR), annonçait au siège de l'organisation internationale, à Saint-Paul-lès-Durance, une rallonge de l'enveloppe régionale de 43 millions d'euros pour le projet du réacteur thermonucléaire expérimental, dont près de 19 millions pour cette seule année 2016. La Région double sa participation au financement de la machine, 13,5 millions d'euros sont à ce titre versés dès cette année, ainsi que 5 millions pour les infrastructures et l'accessibilité routière. Des travaux de desserte vont être très prochainement entrepris, dont la réouverture de la route du barrage EDF et la réaménagement de la sortie 17 de l'A 51.

Avant rallonge, l'enveloppe budgétaire des financeurs locaux (huit collectivités : départements limitrophes et Région) était de 470 millions d'euros, dont 152 via la Région Paca. Ce Comité des financeurs a levé la brume sur le coût global du programme durant sa phase de construction. En 10 ans, l'estimation a quadruplé. Elle était au démarrage de 5

milliards d'euros, elle se situe aujourd'hui entre 18,6 et 20 milliards d'euros. C'est aussi un sérieux dérapage du calendrier. Le premier plasma devrait être obtenu en 2025 et les premières expériences de fusion en pleine puissance en 2035. Le planning précédent prévoyait un premier plasma en 2020 et une pleine puissance en 2023. Le calendrier révisé a induit 4 milliards d'euros de surcoûts pour l'ensemble des sept partenaires d'Iter, (Union européenne, États-Unis, Russie, Japon, Chine, Inde, Corée du Sud), en plus des 14 à 16 milliards estimés nécessaires à la construction.

La première question de la CLI est allée à cette situation de surcoût. Le directeur général d'Iter Organization, Bernard Bigot, l'a expliquée par « *un calendrier et un budget d'annonce politique qui n'étaient pas crédibles* »,

assurant que le planning révisé avec 43 jalons de réalisation, a été rendu réaliste.

« Nous entrons dans une phase beaucoup plus industrielle »

Les 4 milliards d'euros sont-ils acquis ? Quelle est la garantie que le budget ne continuera pas à se démultiplier au cours du temps ? Selon le directeur les avancées de construction *in situ* comme chez les partenaires, permettent aujourd'hui de voir clair dans le déroulement des opérations. « *Nous entrons dans une phase beaucoup plus industrielle.* » Les 4 milliards, explique-t-il encore, sont en passe d'être validés par le plus gros financeur, l'Union européenne et « *seront acquis avant la fin de l'année* ».

Concernant la progression de la structure, ont été notamment citées, la dalle finalisée du premier niveau du complexe Tokamak (chambre de confinement magnétique où se produira l'expérience de fusion) et l'édification sur le chantier du hall d'assemblage, où sont pré-assemblés les éléments de la machine. Les plus grosses bobines du système magnétique seront fabriquées par l'Europe dans ce bâtiment de 12000 mètres carrés. Les pièces d'acier de l'élément le plus lourd de la machine (1250 tonnes) ont été livrées et les opérations de soudage ont ainsi commencé sur la base du cryostat (enceinte thermique qui enveloppe la machine, fabriquée en Inde).

Bernard Bigot a parlé de 4,8 milliards d'euros de commandes en Europe, avec des retombées économiques dans la Région pour 2,5 milliards d'euros dont 1,4 milliard sur les Bouches-du-Rhône.

A également été évoquée, une éventuelle coopération de l'Iran dans le projet. « *Bien que le pays a beaucoup de retard à combler* », la porte n'est pas fermée. Après qu'une délégation de spécialistes iraniens du nucléaire s'est, cet été, rendue à Saint-Paul-lès-Durance, Bernard Bigot a indiqué qu'il se rendrait à son tour à Téhéran.

Nadia Ventre

Prévoir l'extinction du soleil

● A un défenseur des énergies alternatives et de la COP21, Bernard Bigot répond qu'il faut développer au maximum les énergies renouvelables mais qu'au regard de l'ameusement des énergies fossiles et des besoins accrus, « *il ne faut pas se faire d'illusion* ». « *C'est un vrai basculement qui va se produire dans la seconde moitié de ce siècle et, s'il n'y a pas de solution, le monde sera dans un grand handicap...* » Dans une vision pour le moins optimiste quant au devenir de l'humanité, le directeur fait remarquer que le solaire n'est pas vraiment une énergie renouvelable, car au rythme où il brûle l'hydrogène, l'astre est amené à s'éteindre dans 4 milliards d'années !